



Taux actuels de **d'émaciation** : 3.5% **retard de croissance** : 28.9% **Proportion souffrant d'insuffisance pondérale** : 10.4%

Source : Gouvernement ougandais (DHS, 2016)

Bons résultats

- L'État encourage des services de vulgarisation et de recherche agricoles variés, et les organisations d'agriculteurs locales participent à l'établissement des priorités des politiques. Le système de vulgarisation est efficace et atteint les agriculteurs pauvres de façon satisfaisante. Les politiques, stratégies et mécanismes gouvernementaux visent à assurer l'égalité hommes-femmes dans l'accès aux services de vulgarisation.
- La stratégie/politique nationale en matière de nutrition fixe des objectifs de nutrition assortis de délais et un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques a été mis en place.
- Ouganda : les décideurs disposent d'enquêtes régulières sur la nutrition statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2016.
- Le pays a pleinement consacré le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel dans son droit interne.
- Ouganda : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire.
- Ouganda : 97.3% des femmes de 15 à 49 ans ont réitéré vues, au moins une fois pendant leur grossesse, par un agent de santé qualifié en 2016.
- Ouganda : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à la sécurité sociale est bon.

Points à améliorer

- Les dépenses consacrées à l'agriculture (4.9% des dépenses publiques en 2018) ne correspondent pas aux engagements pris par le gouvernement dans la Déclaration de Maputo de l'Union africaine (10% des dépenses publiques).
- Ouganda : les dépenses de ce pays dans le secteur de la santé (5.1% des dépenses publiques en 2017) ne correspondent pas tout à fait aux engagements (15%) énoncés dans la Déclaration d'Abuja.
- Ouganda : dans ce pays, la loi n'accorde pas aux femmes les mêmes droits d'accès à la propriété des terres agricoles qu'aux hommes. Hommes et femmes jouissent des mêmes droits économiques, mais la loi n'est pas effectivement appliquée et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- Ouganda : l'État n'a distribué que deux fortes doses de supplément en vitamine A à 33 % des enfants en 2018.
- Le faible accès à des installations sanitaires améliorées (18.5% en 2017) entrave l'obtention de meilleurs résultats en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.
- Ouganda : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation est médiocre.
- Ouganda : les dispositifs de protection sociale sont élémentaires et ne couvrent que peu de risques pour un nombre limité de bénéficiaires.
- Le taux d'enregistrement des naissances (32.2% en 2016) est faible, freinant potentiellement l'accès des enfants à des services publics importants tels que la santé et l'éducation.

**Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)****Dépenses publiques**

	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
💰 Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales ¹	4.9%	2018	21er
💰 Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales ²	5.1%	2017	29e ex aequo

Politiques

🏠 Accès à la terre (sécurité foncière) ³	Moyen	2019	23e
🏠 Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles ³	Bon	2019	12e ex aequo
🏠 Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	32.2%	2016	37e
🏠 Fonctionnement des systèmes de protection sociale ³	Médiocre	2018	8e ex aequo

Lois

🏠 Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation ³	Médiocre	2016	29e ex aequo
🏠 Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) ⁴	Pas dans la loi	2019	39e ex aequo
🏠 Égalité hommes-femmes des droits économiques ⁴	Dans la loi, pas dans la pratique	2019	3e ex aequo
🏠 La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Oui	2018	1er ex aequo

¹ Résultats possibles: ● <75% des dépenses annoncées pour la l'agri. (énoncés dans la Déclaration de Maputo de l'UA) ● >=75 % <100% ● >=100%

² Résultats possibles: ● <75% des dépenses annoncées pour la santé (énoncés dans la Déclaration d'Abuja de l'UA) ● >=75 % <100% ● >=100%

³ Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon

⁴ Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique

Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)**Dépenses publiques**

	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
💰 Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Sectoriel uniquement	2019	16e ex aequo

Politiques

🏠 Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	33%	2018	37e ex aequo
🏠 L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Oui	2015	1er ex aequo
🏠 Population ayant accès à une source d'eau améliorée	80.8%	2017	21er
🏠 Population ayant accès à un assainissement amélioré	18.5%	2017	36e
🏠 Visites médicales pour les femmes enceintes	97.3%	2016	10e
🏠 Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement ¹	Modérée	2015-2020	19e
🏠 Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
🏠 Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
🏠 Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
🏠 Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Oui	2016	1er ex aequo

Lois

🏠 Consécration du CICS [^] dans le droit interne ²	Pleinement consacré	2019	1er ex aequo
--	---------------------	------	--------------

¹ Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays).

² Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacre dans le droit ● Pleinement consacré.

[^] Code international de commercialisation des substituts du lait maternel